

Le malaise au sein du couple franco-allemand éclate au grand jour ; Sylvie Goulard citée par l'AFP

Dépêche AFP du 26 février 2008

Paris et Berlin viennent d'annuler deux réunions à haut niveau, mettant en lumière un malaise persistant au sein du couple franco-allemand, déstabilisé par les désaccords sur le projet d'Union pour la Méditerranée du président Sarkozy et des dossiers économiques européens.

La France a reconnu mardi qu'une polémique « montait » à propos du report du sommet franco-allemand du 3 mars entre le président Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel, et qu'il y avait des sujets sur lesquels « des éclaircissements étaient nécessaires ».

Berlin et Paris ont reporté ce sommet au 9 juin, officiellement pour des « raisons de calendrier ».

Une autre rencontre franco-allemande, prévue mardi à Paris entre le ministre de l'Economie Christine Lagarde et le ministre des Finances Peer Steinbrück a également été reportée. Là encore, « pour des raisons d'agenda ».

La presse allemande relève régulièrement les attitudes jugées peu délicates du président Sarkozy à l'égard de l'Allemagne.

« Le gouvernement français ne trouve plus de temps pour son partenaire allemand », ironise le Handelsblatt.

En réalité, les deux pays ne parviennent à se mettre d'accord ni sur l'Union pour la Méditerranée, ni sur les dossiers économiques : le rôle de la Banque centrale ou encore les déficits publics.

« Après guerre on a fait le choix de ne plus avoir de zone d'influence française d'un côté, allemande de l'autre, et qu'il y ait une vision stratégique et la perception d'intérêts communs qu'ils soient au sud, au nord ou à l'est », explique la présidente du Mouvement européen-France Sylvie Goulard.

Pour cette spécialiste des relations franco-allemandes, « le projet d'Union méditerranéenne est vu par les Allemands comme la rupture de ce pacte fondamental ».

Mme Merkel, tout en jugeant utile une nouvelle dynamique dans les relations euro-méditerranéennes, craint que ce projet ne divise les Européens.

Elle n'accepte pas davantage de ne pas être conviée au sommet de lancement du projet le 13 juillet à Paris, mais seulement le 14, avec les autres Etats membres de l'UE appelés à l'approuver.

« Sarkozy et (son conseiller spécial Henri) Guaino ont été très étonnés, quand l'Allemagne, malgré l'accord de l'Italie et de l'Espagne, a maintenu son refus », relève Martin Koopmann, expert à la Société allemande de politique étrangère (DGAP). Pour lui, Sarkozy « a pensé que l'Allemagne allait céder ».

« On n'invite l'Allemagne qu'au dessert », estime Sylvie Goulard, qui y voit « une inflexion assez forte » de la politique franco-allemande traditionnelle.

Les explications apportées par Henri Guaino, qui s'est rendu à Berlin le 14 février, n'ont à l'évidence pas convaincu.

M. Guaino appartient à « l'école qui a voté non à Maastricht et non au traité constitutionnel en 2005 et qui souhaite réorienter les partenariats de la France », rappelle Mme Goulard.

Sur certains dossiers économiques la divergence est aussi forte.

Mme Merkel a renouvelé il y a une semaine sa défense de l'indépendance, qualifiée d'« essentielle », de la Banque centrale européenne, alors que M. Sarkozy avait dénoncé les conséquences néfastes de la politique de l'euro fort de la BCE.

En ce qui concerne les déficits, le ministre allemand des Finances Peer Steinbrück appelle la France à respecter son engagement d'équilibrer ses comptes publics « au plus tard en 2010 », alors que Paris souhaite avoir davantage de temps pour y parvenir.

Les difficultés du couple franco-allemand sont d'autant plus malaisées à résoudre que M. Sarkozy et Mme Merkel passent pour entretenir des relations personnelles difficiles.

« Ce n'est pas De Gaulle-Adenauer, Giscard-Schmidt, Mitterrand-Kohl. Et ce n'est pas Chirac-Schröder », dit un diplomate français.

« Il n'y a pas de grande empathie entre les deux : l'activisme constant de Sarkozy énerve Merkel », ajoute-t-il.